L'actualité de l'assurance vie des quinze derniers jours de L'Agefi Actifs

Les questions juridiques en débat : Bacquet, les arbitrages à cours connu,

l'assurance mixte, la faculté de renonciation,

les acteurs, le marché

La réponse Bacquet toujours au centre des attentions

L'analyse du cabinet d'avocats CMS Bureau Francis Lefebvre et la réaction de Jean Aulagnier

Le 31 octobre dernier, L'Agefi Actifs est revenu sur une [interrogation](#) soulevée par Sylvie Lerond et Grégory Dumont, avocats, CMS Bureau Francis Lefebvre sur l'absence d'intégration du contenu de la réponse ministérielle Bacquet dans la nouvelle doctrine de l'administration fiscale, le « Bofip ». Ces avocats ont également fait valoir que « *la suppression de la réponse Bacquet pourrait être l'occasion de mettre fin aux incohérences qu'elle pouvait entraîner* ». Ils ont souligné, entre autres, que la fiscalisation de la moitié de la valeur de rachat « *est choquante puisqu'elle aboutit à la taxation des héritiers sur une « non-valeur » dans la mesure où ils n'ont aucune certitude d'appréhender la capital assuré* ».

En réaction, Jean Aulagnier, président de l'Aurep, a fait valoir dans un [courrier](#) qu'il considérait que cette réponse « *est opposable (on peut le regretter) tant aux agents des impôts qu'aux contribuables même en l'absence d'intégration au bulletin officiel* ». Surtout, « *nous ne pouvons pas ne pas réagir à leur deuxième observation* », poursuit Jean Aulagnier. « *On peut en effet imaginer les deux situations suivantes : l'époux survivant utilise pour lui-même (rachats) la totalité du contrat dont il est titulaire ou encore il a désigné pour bénéficiaires du contrat en cas de décès des personnes autres que les enfants* ». Il revient par la suite sur le mécanisme de la liquidation partage de la communauté et de la succession. « *On s'étonne que soit oublié ce mécanisme parfaitement apte à protéger les droits tant du conjoint que des enfants* », avance-t-il.

Contre la réponse Bacquet.

Dans un article publié dans le numéro 562 de L'Agefi Actifs (p.8), Marc Butryn, conseiller clientèle particuliers, Crédit du Nord répond à la question « *Comment contre la réponse Bacquet et quelles difficultés sont liées à son application ?* ». L'auteur revient notamment sur la clause de rachat, la clause de préciput, l'assurance vie en co-souscription. Lire l'article [ici](#).

Arbitrage à cours connu

Jurisprudence : La prescription de l'action en nullité pour dol court à compter de la signature de l'avenant supprimant la clause d'arbitrage.

Par un arrêt du 4 octobre dernier ([Cass. 2ème civ. n° 11-15073](#)), la Cour de cassation affirme que l'action en nullité pour dol de l'avenant par lequel l'assureur met fin au système d'arbitrage à cours connu est prescrite dans les cinq années qui suivent la signature de l'avenant, date à laquelle le dol est découvert.

Assurance mixte

Jurisprudence : Résiliation pour non-paiement des primes : Les dispositions spécifiques à l'assurance vie ne sont pas applicables.

En décembre 2005, un particulier titulaire d'un contrat d'assurance décès, invalidité et incapacité, souscrit en 1986, est victime d'un accident entraînant une fracture du poignet. Il établit une déclaration de sinistre auprès de son assureur qui refuse sa garantie à raison du défaut de paiement des cotisations échues et de la résiliation consécutive du contrat. Assigné par l'assuré en nullité de la résiliation et en paiement des indemnités journalières garanties, l'assureur est débouté devant la cour d'appel. La Cour de cassation considère que la décision de la cour d'appel a exactement retenu que les formalités de résiliation du contrat édictées par l'article L. 113-3 du Code des assurances, seul applicable à l'espèce, sont impératives et différentes de celles de l'article L. 132-20 du même code visées à tort par l'assureur. A défaut de respect des formalités impératives de l'article L. 113-3 du Code des assurances, la résiliation invoquée est nulle et l'assureur est tenu de garantir le sinistre. Consulter l'intégralité de la brève [ici](#) et l'arrêt de la Cour de cassation n° 11-19431 [ici](#).

Exercice de la faculté de renonciation

Sur son [blog](#), Hélène Féron-Poloni, avocat associé, Lecoq Vallon & Associés revient sur la question de l'exercice de faculté de renonciation. Elle rappelle ainsi que les contrats souscrits avant le 1^{er} mai 2006 peuvent faire l'objet d'une renonciation sans limite de délai : « le délai de trente jours pour y renoncer est prorogé tant que l'assureur n'a pas respecté son obligation précontractuelle d'information ; le souscripteur bénéficie de cette prorogation sans limite dans le temps ». En revanche, les contrats souscrits postérieurement au 1^{er} mai 2006 voient la possibilité d'y renoncer être limitée à un délai de 8 ans à compter de la date à laquelle le souscripteur est informé de ce que le contrat est conclu (en général soit à la date de signature du bulletin de souscription soit à la date de réception des conditions particulières). Hélène Féron-Poloni fait valoir que « *si l'on considère que de très nombreux contrats ont été commercialisés par les assureurs à partir de 2006 sur la base de la forte reprise des marchés depuis 2003, la possibilité de renoncer à ces contrats (qui ont subi la crise*

de 2008 et celle de l'été 2011) ne s'éternisera pas au-delà de 2014 pour les contrats de 2006, de 2015 pour les contrats de 2007, de 2016 pour les contrats de 2008 et ainsi de suite. »

Le marché

Les assureurs s'inquiètent de l'avenir de l'assurance vie

Selon le neuvième baromètre des décideurs de l'assurance du cabinet Eurogroup Consulting, 52 % des acteurs interrogés prévoient une dégradation de la rentabilité de l'assurance vie en 2013. « *Pour les plus pessimistes, c'est bien la fin de l'âge d'or de l'assurance vie* », note le cabinet de conseil. Les assureurs se montrent en revanche plus optimistes sur le terrain de la santé et de la prévoyance. En prévoyance, 70 % des sondés tablent sur une hausse du marché de 3% ou plus l'an prochain. Lire la brève en intégralité [ici](#).

Collecte : un marché pratiquement à l'équilibre en septembre mais encore en collecte nette négative sur l'année

Sur le mois de septembre, la collecte nette est négative de 100 millions d'euros, les prestations versées par les assureurs s'élevant à 8,3 milliards d'euros. Avec près de 89 milliards de prestations versées, le marché reste en état de collecte nette négative, de l'ordre de 5 milliards d'euros. Lire l'intégralité de la brève [ici](#).

Les acteurs

Agents généraux : Les différentes approches de la clientèle patrimoniale. L'Agefi Actifs a réalisé un tour d'horizon des assureurs pour mieux cerner leur politique vis-à-vis de la clientèle haut de gamme de leurs agents. Certaines compagnies cherchent encore leur modèle mais quasiment toutes veulent avoir une action sur leur réseau. Accéder au dossier publié dans le numéro 561, p.10-13 [ici](#).

Vie Plus met son site extranet sur iPad. Vie Plus, la filière de Suravenir dédiée aux conseillers en gestion de patrimoine indépendants, propose désormais à l'ensemble de ses partenaires, une application iPad de son site extranet Oriadys. Consulter [la brève en ligne](#).